

Communiqué de presse

Berne, le 29 avril 2016

L'initiative populaire «Pro Service Public» met en péril le service universel

Le Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB) et l'Association des Communes Suisses (ACS) ont pris connaissance du sondage réalisé dans le cadre des votations du 5 juin prochain. Le bon résultat obtenu par l'initiative « Pro Service Public » n'est pas étonnant. La population suisse est attachée à son service universel. Apparemment, les citoyennes et les citoyens n'ont pas encore compris que cette initiative trompeuse aura des conséquences désastreuses pour les services concernés.

Selon le sondage publié aujourd'hui par l'institut gfs.bern, 58% de la population suisse est actuellement favorable à l'initiative « Pro Service Public ». Ce score reflète à la fois l'attachement du public pour le service universel, ainsi que la confusion liée au titre de cette initiative. Pourtant, le Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB) et l'Association des Communes Suisses (ACS) rappellent qu'en cas d'acceptation, cette initiative aura un impact négatif sur l'évolution du service public. Si le peuple dit « oui », il faut s'attendre à un démantèlement du réseau postal, à un gel du développement des réseaux à haut débit - en particuliers dans les régions de montagne et l'espace rural - ainsi qu'à une détérioration des offres en matière de transports publics régionaux. Car si les entreprises de service public (avant tout la Poste, les CFF et Swisscom) étaient empêchées de réaliser des bénéfices, elles ne seraient plus en mesure de procéder à des investissements pour développer leurs prestations et pour assurer leur bon fonctionnement. D'autre part, l'interdiction de réaliser des subventionnements croisés ira dans le même sens. Ce type d'exigences nous conduira dans une situation similaire à celle régnant en Grande-Bretagne.

En Suisse, le service universel a été réformé durant les dernières années, en tenant compte des besoins des clients et des possibilités technologiques (la Suisse et p.ex. l'un des rares pays à intégrer l'accès à la large bande dans le service universel). Par ses réformes, la Suisse a réussi à développer une législation qui renforce la cohésion nationale et la solidarité tout en maintenant un haut standard dans le service universel comparé aux autres pays européens. Il va de soi, que des améliorations sont toujours possibles et nécessaires. Mais l'initiative trompeuse « Pro Service Public » risque de détruire ce système éprouvé et toutes les réformes du passé seraient réduites à néant.

Il est pour le moins inquiétant de constater que les auteurs de cette initiative ne sont pas conscients des effets que produira leur texte. L'initiative « Pro Service Public » provoquera exactement l'effet inverse que l'intitulé de ce texte. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si tous les partis représentés au Parlement fédéral, l'ensemble des cantons et toutes les organisations politiques s'opposent à cette proposition. Il est donc nécessaire de mettre à profit le temps disponible jusqu'au 5 juin, pour démontrer les conséquences désastreuses qui pourraient découler de cette initiative.

Informations complémentaires :

Thomas Egger, Directeur du SAB, 031 382 10 10 / 079 429 12 55

Reto Lindegger, Directeur ACS, 031 380 70 00 / 078 768 94 32

Le Groupement suisse pour les régions de montagne SAB et l'Association des communes suisses ACS mènent la campagne contre l'initiative « ProServicePublic ». Les organisations suivantes font actuellement partie de notre large alliance : la Conférence des chefs des départements cantonaux de l'économie publique CDEP, la Conférence des directeurs cantonaux des transports publics CTP, la Conférence gouvernementale des cantons alpins CGCA, la région de la capitale bernoise, Economiesuisse, l'Union suisse des paysans USP, la Fédération suisse du tourisme FST, le Forum des consommateurs kf, l'asut, la LITRA, l'UTP et l'association ProBahn ainsi que Travail.Suisse, transfair et l'Union des villes suisses. Tant le Conseil fédéral que le parlement fédéral, à l'unanimité, recommandent aussi de rejeter l'initiative. Aucune parlementaire, aucun parlementaire au Conseil national et au Conseil des Etats n'a voté pour cette initiative. L'ensemble des cantons, des partis et des associations rejettent aussi l'initiative.

Pour de plus amples informations :

www.servicepublic.ch

<https://www.facebook.com/NeinzurVIProServicePublic>